



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
9 août 2002  
Français  
Original: anglais

**Deuxième session ordinaire de 2002**

23-27 septembre 2002, New York

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Programmes de pays et questions connexes**

**Deuxième cadre de coopération de pays avec le Suriname  
(2002-2006)\***

**Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction .....	1-2	2
I. Analyse de la situation .....	3-10	2
II. Coopération passée et enseignements tirés .....	11-14	3
III. Programme proposé .....	15-29	4
A. Politique nationale de développement et lutte contre la pauvreté .....	20-22	5
B. Exercice démocratique de l'autorité .....	23-25	6
C. Environnement et énergie .....	26-28	6
D. VIH/sida .....	29	7
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme .....	30-32	7
Annexe		
Objectifs de mobilisation des ressources pour le Suriname (2002-2006) .....		9

\* La présentation du présent rapport a été retardée du fait qu'il a fallu collecter et analyser les dernières données afin de présenter au Conseil d'administration l'information la plus actualisée possible.



## Introduction

1. Le premier cadre de coopération (CCP) avec la République du Suriname a couvert la période 1999-2001. Certains organismes des Nations Unies qui travaillent au Suriname ont établi un bilan commun de pays – terminé en mars 1999 –, sur la base duquel le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement a été élaboré pendant l'année 2001 et approuvé par le Gouvernement l'année suivante. En juillet 2001, une équipe a été envoyée dans le pays avec pour mission d'entreprendre, en coordination avec un groupe de partenaires gouvernementaux, un examen par pays destiné à évaluer les progrès accomplis, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans le cadre du premier CCP.

2. Ce deuxième CCP reflète les consultations auxquelles participent le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Gouvernement surinamais, ainsi que des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et des partenaires du développement. Il est fondé sur les conclusions de l'examen par pays et des consultations qui aboutiront à l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la période 2001-2005. Ce CCP est également conforme aux priorités nationales, telles que le Gouvernement les a énoncées dans son Plan pluriannuel de développement 2001-2006, qui a été approuvé par l'Assemblée nationale.

## I. Analyse de la situation

3. La République du Suriname se relève d'une longue période d'instabilité politique et économique. Le gouvernement actuel, élu en 2000 pour cinq ans, a réussi à redonner au pays une certaine stabilité économique, grâce à une interdiction stricte du financement par des prêts, à des politiques visant à protéger suffisamment le florin surinamais, à une discipline budgétaire rigoureuse et au maintien d'un taux de change libre. La dette extérieure a été réaménagée. Cependant, la pauvreté demeure un gros problème, avec environ 52,4 % des ménages et 59,24 % de la population considérés comme pauvres<sup>1</sup>.

4. Le Plan pluriannuel de développement pour la période 2001-2006 a pour objectif d'atteindre une croissance économique durable, de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie de la population en augmentant la productivité, grâce à la mise en place d'un cadre politique favorable, à savoir : une loi sur les investissements, qui a été adoptée récemment; un fonctionnement autonome et axé sur le marché; des entreprises publiques et semi-publiques; un accès élargi aux terres exploitables; un secteur public plus efficace; l'amélioration des possibilités de financement; des facilités de crédit pour les petits entrepreneurs et des possibilités de formation et de recyclage. Dans la mise en oeuvre du Plan, on fera particulièrement attention aux groupes vulnérables, à la promotion d'une large ouverture à la participation, à l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes et aux questions d'environnement ainsi qu'à l'évaluation et au suivi réguliers de l'action gouvernementale.

5. L'économie surinamaïse est en grande partie tributaire d'industries qui exploitent des ressources traditionnelles, en particulier la bauxite, le pétrole et l'or et, dans une moindre mesure, de la pêche, de l'agriculture et de l'exploitation forestière. On a vu croître ces dernières années l'importance des petites et moyennes entreprises ayant une activité d'exportation dans des secteurs novateurs comme le tourisme, les fleurs et les fruits tropicaux et l'artisanat. Par ailleurs, l'écotourisme semble devoir devenir un pôle d'activité majeur dans les années à venir. Les questions d'environnement et de durabilité sont désormais une priorité au Suriname. On a révisé les structures de gestion de l'environnement, une législation-cadre pour les questions d'environnement est en cours d'élaboration. En outre, le Gouvernement et le secteur privé font preuve d'un intérêt croissant pour l'exploitation durable des ressources naturelles et le respect des normes internationales en matière de durabilité et de qualité, en vue d'obtenir l'agrément correspondant, et développent leur action en ce sens.

6. Une des grandes tâches que le Suriname doit accomplir est la réforme du secteur public, qui emploie près de 43 % de la main-d'oeuvre du pays. Le Gouvernement est résolu à apporter un certain nombre d'aménagements structurels au fonctionnement du secteur public, comme il l'a expliqué clairement dans

<sup>1</sup> En utilisant la consommation comme indicateur

– Bureau général de statistiques, mai 2001.

la Déclaration du Gouvernement pour la période 2000-2005 et dans son Plan pluriannuel de développement.

7. Participer réellement aux échanges régionaux et mondiaux est un autre problème de développement important pour le Suriname. Il est membre de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes (CARICOM) et il participe activement aux négociations visant la création de la Zone de libre-échange des Amériques en 2005. Il est également partie à l'Accord de Cotonou conclu entre les membres de l'Union européenne et les pays membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il a besoin de renforcer d'urgence les capacités des secteurs public et privé afin de leur donner les moyens de répondre efficacement aux changements et aux défis découlant de ces accords.

8. Renforcer le corps législatif du pays, mettre à jour et améliorer la législation existante et assurer une formation aux procédures parlementaires sont d'autres préoccupations majeures du pays. Il est clair que les capacités doivent être renforcées et les procédures actualisées si le principal organe de gouvernement du Suriname veut pouvoir continuer à fonctionner normalement. Les représentants élus à l'Assemblée nationale doivent être formés et on doit mettre en place de quoi renforcer ses fonctions de planification budgétaire et de contrôle interne.

9. La coopération pour le développement entre le Suriname et différents partenaires du développement et donateurs évolue actuellement, surtout dans le sens de l'assistance au programme et de l'aide budgétaire à plus long terme. Dans le cas particulier de la coopération avec les Pays-Bas, depuis toujours sa principale source de subventions financières au développement, il y a eu un changement radical en 2000 avec l'introduction d'une approche sectorielle. L'accent est mis sur l'appui au programme et au budget dans six secteurs convenus : santé, éducation, logement, agriculture, gouvernance et environnement. Une telle méthode nécessite la conduite d'analyses sectorielles, afin de définir les priorités, les liens avec les objectifs globaux de développement et les relations avec les autres secteurs. Ce changement a d'importantes répercussions pour les autres partenaires du développement dans la mesure où il leur faut mieux choisir les domaines prioritaires et les activités d'appui et évaluer stratégiquement l'avantage comparatif de

chacun dans les secteurs de coopération qui ont été recensés entre le Suriname et les Pays-Bas.

10. La montée alarmante du taux de prévalence du VIH/sida est un autre problème que le Suriname doit surmonter dans son développement. En 2000, quelque 1 511 cas d'infection (total cumulatif) ont été enregistrés. L'incidence de nouveaux cas de VIH/sida a augmenté considérablement pour passer de 73 nouveaux cas en 1993 à 279 nouveaux cas en 2000, avec un rapport hommes/femmes proche de 1/1<sup>2</sup>. En 1999, le sida était la deuxième cause de décès chez les hommes et les femmes dans le groupe d'âge des 15 à 44 ans<sup>3</sup>. L'accès réduit aux soins sanitaires, le taux élevé d'abandon scolaire et les résultats médiocres du système éducatif, la hausse de la criminalité, le trafic et la consommation de drogues et les conflits fonciers avec les Amérindiens et les Marrons à l'intérieur du pays sont autant de menaces supplémentaires qui pèsent sur le potentiel de développement du pays.

## II. Coopération passée et enseignements tirés

11. Les domaines d'intervention du premier CCP étaient les suivants : a) création d'un environnement propice à une saine gestion des affaires publiques; b) renforcement des capacités à des fins de développement social et d'élimination de la pauvreté; et c) renforcement des capacités de gestion de l'environnement et de développement durable. Le PNUD a été en mesure de doubler le total estimatif des ressources de base et autres ressources pour le programme proposé pour la période 1999-2001 – les objectifs de mobilisation des ressources étaient fixés à 5 598 000 dollars, mais le montant des fonds réunis a atteint 11 674 000 dollars, dont la plus grosse partie a été apportée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

12. Des résultats notables ont été obtenus dans les trois domaines d'intervention du CCP. En matière de gouvernance, le PNUD a mis en oeuvre avec succès, en collaboration avec le Gouvernement, l'Union européenne et la Banque interaméricaine de développement (BID), un projet visant à appuyer le

<sup>2</sup> *Draft Situation and Response Analysis on HIV/AIDS in Suriname*, janvier 2002.

<sup>3</sup> Ministère de la santé, *Leading Causes of Death in Suriname*, 1997-1999.

processus démocratique au Suriname en apportant une assistance technique pour la tenue des élections parlementaires nationales de 2000 et en en assurant le suivi. Les principaux facteurs de réussite dans ce projet ont été la neutralité du PNUD et son efficacité au stade de l'exécution, en dépit des difficultés liées au manque de temps et de moyens financiers. Les résultats obtenus ont joué un rôle considérable dans l'appréciation que le Gouvernement a portée sur l'appui apporté par le PNUD. Une aide a également été fournie pour la constitution des listes électorales et pour des microprojets menés par la société civile sur l'éducation des électeurs et la gouvernance démocratique. Le Gouvernement, en collaboration avec le PNUD, a réalisé une évaluation nationale de la pauvreté et formulé le plan national de lutte contre la pauvreté, dont procède le Plan pluriannuel de développement. Le deuxième CCP s'appuiera sur les résultats du suivi de la mise en oeuvre du Plan pluriannuel de développement et du plan national de lutte contre la pauvreté, et permettra d'ajuster les politiques en conséquence. Le succès de la formulation et de la mise en oeuvre d'un projet pour la conservation de la diversité biologique, visant à renforcer les capacités et les institutions écologiques et les structures de gestion au Suriname, financé par le FEM et la Fondation des Nations Unies, a été un autre point fort du premier CCP. Ce projet a permis d'intégrer de plus en plus souvent les considérations d'environnement et de développement durable dans la formulation des politiques et les pratiques de gestion à l'échelle nationale.

13. Dans le rapport d'examen, les projets mis en oeuvre dans le cadre du premier CCP ont été jugés utiles, mais il a toutefois été noté que seul un projet sur deux répondait aux objectifs du CCP. Les auteurs recommandent, pour ce qui touche aux programmes, de formuler plus précisément les projets afin de resserrer les liens avec le CCP. Par ailleurs, la coopération passée a montré qu'il fallait faire preuve de souplesse dans la planification des programmes et des projets, afin de pouvoir satisfaire la demande et tenir compte de l'évolution des priorités du pays. Le projet « Projet-cadre pour des services consultatifs » a été bien apprécié; il a permis de répondre de manière modulée et rapide au fait que le Suriname devait renforcer ses capacités en matière de services consultatifs sur la formulation des politiques.

14. Un autre enseignement qui a été tiré est qu'il faut faire apparaître de manière plus explicite les gains stratégiques que permet l'appui apporté par le PNUD aux initiatives nationales de développement. Il convient également de mieux faire comprendre au grand public en quoi consiste l'aide du PNUD. En outre, il faut mettre davantage l'accent sur les possibilités offertes par la mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre du programme de développement du pays.

### III. Programme proposé

15. Pour la période couverte par le CCP (2002-2006), quatre domaines d'intervention ont été retenus pour le PNUD : a) lutte contre la pauvreté et formulation des politiques; b) gouvernance démocratique; c) gestion de l'environnement et développement durable; et d) prévention du VIH/sida et atténuation des effets de l'épidémie. Ces domaines correspondent à ceux qui ont été présentés dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la période 2002-2005, à l'exception de la gouvernance démocratique qui est traitée comme un thème intersectoriel. Le PNUD, en tant que partenaire neutre à qui on fait confiance et sur qui on peut compter, dispose d'une base étendue de connaissances et d'une vaste expérience dans le monde, dont il peut s'inspirer pour chacun des domaines d'intervention. Il s'attachera ce faisant à préserver ses relations actives avec le Gouvernement, ainsi qu'avec d'autres organismes d'aide au développement et avec la société civile, notamment le secteur privé, en vue d'agir en synergie avec eux, d'éviter les doubles emplois et d'optimiser les ressources disponibles.

16. Les domaines d'intervention du programme correspondent parfaitement aux priorités nationales recensées dans le Plan pluriannuel de développement 2001-2006 et la Déclaration du Gouvernement pour la période 2000-2005. On s'attachera principalement à fournir des services consultatifs en amont, et à renforcer les capacités et les institutions, et à tirer le meilleur parti du potentiel de coordination et de mobilisation des ressources nécessaires.

17. L'appui du PNUD contribuera, directement ou indirectement, à réaliser plusieurs des objectifs du Millénaire en matière de développement, et plus particulièrement ceux qui concernent l'élimination de la pauvreté, le VIH/sida, la viabilité écologique et la

parité. Le Gouvernement souhaite établir un lien étroit entre le suivi du Plan pluriannuel de développement et celui des objectifs du Millénaire en matière de développement, et aligner le système de suivi sur l'indicateur du développement humain (IDH).

18. En outre, et en rapport étroit avec les domaines thématiques, le programme de coopération du PNUD avec le Suriname sera appuyé par des projets menés dans le cadre du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du PNUD, qui s'intéresse principalement à des projets locaux sur l'exploitation durable ou la conservation ayant une portée mondiale. On continuera d'avoir recours au Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), qui vise le renforcement des capacités au niveau national – grâce aux services d'experts nationaux et internationaux – et de promouvoir le bénévolat comme mécanisme majeur du développement. On cherchera toujours à établir des liens stratégiques entre lesdits programmes, afin de promouvoir une meilleure complémentarité en matière de financement et sur les questions de fond. De la même manière, les VNU seront, autant que possible, déployés dans le cadre des domaines thématiques d'intervention, et la programmation dans ces domaines tiendra compte des possibilités éventuelles de complémentarité du financement.

19. La mise en oeuvre du présent cadre de coopération sera guidée par les principes de l'égalité des sexes et de l'autonomie des femmes, ainsi que par la recherche d'une plus grande participation active des femmes aux activités auxquelles le PNUD offre son appui. Dans la conception des projets et programmes puis dans les activités correspondantes, on s'efforcera d'intégrer une démarche soucieuse de l'égalité des sexes, en s'attachant plus particulièrement à donner aux femmes de meilleures possibilités de participer au processus du développement et de concourir utilement, ce qui est primordial, au développement du Suriname.

### **A. Politique nationale de développement et lutte contre la pauvreté**

20. En matière de lutte contre la pauvreté et d'élaboration des politiques, le PNUD appuiera la mise en oeuvre du plan national de lutte contre la pauvreté. Il est essentiel pour cela de surveiller les principaux indicateurs de la pauvreté. La surveillance de ces indicateurs sera associée au plan général de

développement du Gouvernement et servira, dans ce cadre, d'outil pour l'élaboration et la modulation des politiques. La priorité ira au renforcement des capacités dans tous les secteurs concernés, en vue de la mise au point d'un système de surveillance efficace et de la mise en place de méthodes et de structures de collecte des données correspondantes. Le renforcement des capacités sera, en outre, axé sur la recherche d'une connaissance précise de l'approche sectorielle et d'une intégration effective de cette approche à la coopération pour le développement. Il permettra également d'apporter une aide à l'élaboration et à la mise en oeuvre effectives de plans et de programmes sectoriels, essentiellement au moyen de la formation et de la modernisation. Le programme stratégique de lutte contre la pauvreté s'attaquera à certaines causes profondes de la pauvreté au Suriname, permettra d'évaluer l'élaboration des politiques puis d'en rectifier les faiblesses, et d'en améliorer le suivi et l'adaptation sur la base de données concrètes.

21. Pour ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, l'accent sera également mis sur les questions commerciales et, plus particulièrement, sur l'aide à l'évaluation des répercussions pour le pays des accords commerciaux régionaux et internationaux existants, notamment le Marché et l'économie unique de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Zone de libre-échange des Amériques et l'Accord de Cotonou entre l'Union européenne et les États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), ainsi que sur l'aide à la mise en oeuvre des recommandations formulées à l'issue de cette évaluation. L'un des autres volets stratégiques de ce programme sera l'appui au renforcement des capacités de production et d'exportation des petites et moyennes entreprises.

22. Le programme de lutte contre la pauvreté sera étroitement lié aux autres grands domaines thématiques du programme ainsi qu'au Plan pluriannuel de développement. Les politiques et les mesures d'élimination de la pauvreté seront appliquées, dans le cadre de ce programme, en fonction des initiatives visant les domaines suivants : environnement et développement durable, exercice démocratique de l'autorité, incidences du VIH/sida. La programmation et la mise en oeuvre de l'action dans ces domaines prendront dûment en compte l'intégration de la perspective sexospécifique. La stratégie de partenariat qui sera adoptée accordera la priorité à un vaste processus participatif, qui appellera la participation du

plus grand nombre possible de représentants des grands ministères, des grandes institutions et de la société civile, en particulier du secteur privé, d'organisations non gouvernementales et des collectivités locales.

## **B. Exercice démocratique de l'autorité**

23. Dans le nouveau cadre de coopération, le programme consacré à la bonne gouvernance sera axé sur deux grands secteurs : la réforme du secteur public et le renforcement de la justice et du Parlement. La réforme du secteur public est prioritaire de l'avis général, mais la teneur du programme d'une telle réforme et la stratégie de mise en œuvre correspondante sont controversées. L'assistance initiale du PNUD consistera à appuyer l'élaboration concertée d'un plan stratégique pour la réforme. Le processus menant à l'élaboration de ce plan stratégique offrira déjà, en soi, l'occasion de débattre du rôle du secteur public dans le développement du Suriname et de prendre la mesure de ce rôle, ce qui sera bénéfique pour l'élaboration ultérieure des politiques. Le PNUD continuera d'apporter son assistance lors de la phase de mise en œuvre proprement dite du plan. En collaboration avec la Banque interaméricaine de développement et d'autres partenaires de développement, il recourra à son approche fondée sur le dialogue stratégique et la recherche du consensus pour garantir un véritable soutien du pays à ce processus, sa prise en mains nationale et, partant, son succès.

24. Le PNUD aidera à actualiser et à développer les principales dispositions législatives actuellement en vigueur, à améliorer les procédures parlementaires – en s'attachant, en particulier, à promouvoir une meilleure liaison entre les travaux du Parlement et les électeurs, de sorte que les élus se sentent davantage tenus de rendre des comptes – et à renforcer les fonctions de contrôle financier et budgétaire des organes délibérants et des organes représentatifs. Cette aide consistera, notamment, à mener un programme complet de formation, à examiner les procédures législatives actuelles et à instaurer des réseaux de savoir. Les résultats escomptés sont la nette amélioration du fonctionnement de l'Assemblée nationale et de l'exercice par les députés élus de leurs fonctions parlementaires, une meilleure définition et une efficacité accrue du cadre législatif, ainsi qu'une

contribution importante à l'implication du public dans l'élaboration des lois et des politiques.

25. Pour que les résultats obtenus dans le domaine de la bonne gouvernance soient validés et durables, il faudra adopter des approches de type fortement participatif. On recherchera une étroite coopération entre les structures et les mécanismes existants, tels que le Conseil socioéconomique nouvellement créé, les syndicats, l'ensemble des organisations non gouvernementales et les réseaux de femmes. Diverses organisations et institutions étant désireuses d'apporter leur concours à la bonne gouvernance démocratique, plus particulièrement dans le cadre de la réforme du secteur public, l'étroite coopération et la bonne coordination de l'action avec ces institutions et organisations compteront, elles aussi, pour beaucoup dans le succès de l'entreprise. On instaurera des partenariats avec ces organisations ainsi que d'autres organisations dotées de maîtrise et d'expérience dans ce domaine – Centre d'administration du développement des Caraïbes, Banque mondiale ou Institut démocratique national, par exemple.

## **C. Environnement et énergie**

26. Dans le domaine de l'environnement et du développement durable, le PNUD continuera d'appuyer la mise en œuvre du projet « Conservation of Globally Significant Ecosystems in the Guyana Shield of Suriname » (conservation des écosystèmes d'importance mondiale dans le Guyana Shield du Suriname), qui a été adopté. Ce projet bénéficie du soutien du Fonds pour l'environnement mondial, de la Fondation pour les Nations Unies, du Fonds mondial pour la nature, de Conservation International et du PNUD. Suite à la création de la Suriname Conservation Foundation dans le cadre du projet, le cadre de coopération pour cette nouvelle période sera axé sur l'élaboration de plans de gestion de l'environnement dans les zones protégées, applicable, dans un premier temps, à l'une des zones protégées les plus étendues du monde, à savoir la réserve naturelle du Suriname central, et à la réserve naturelle de Sipaliwini.

27. Le nombre de programmes du PNUD en faveur de l'environnement sera augmenté de façon à englober la gestion des zones côtières, l'analyse du secteur écologique non urbain et les initiatives de conservation de la diversité biologique du Guyana Shield dans le Suriname et les pays avoisinants. Ces activités verront

la participation de partenaires importants tels que le Fonds mondial pour la nature, Conservation International et l'Initiative Guiana Shield du Comité néerlandais de l'Union mondiale pour la nature.

28. L'importance accordée à l'élaboration des politiques dans le programme consacré à l'environnement sera décisive du fait du rang toujours plus élevé occupé par le Suriname dans le classement des pays en fonction de leur patrimoine naturel et de leur héritage culturel exceptionnels, et de l'intérêt qu'il présente à l'échelon mondial du point de vue de la gestion raisonnée du milieu naturel. Le PNUD soutiendra l'approche de gestion adoptée par le Gouvernement dans ce secteur dans le contexte de l'interaction entre les écosystèmes et la société surinamaïse, approche qui intègre les questions écologiques et la gestion avisée des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables. Au cours de cette nouvelle période de programmation, le PNUD continuera également d'apporter son appui aux travaux préparatoires et au suivi de l'action menée dans le cadre du Sommet mondial pour le développement durable, et continuera d'aider le Suriname à remplir ses obligations d'établissement de rapports et autres obligations contractées au titre de diverses conventions internationales sur l'environnement.

#### **D. VIH/sida**

29. L'action concertée de lutte contre l'épidémie de VIH/sida qui a été menée au Suriname a, notamment, consisté à créer le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/sida – auquel prennent part de nombreux partenaires sociaux – et à en coordonner les travaux, et à mettre en oeuvre les activités correspondant aux première et deuxième phases du Fonds d'accélération du programme. L'élaboration d'un rapport d'analyse de la situation et de la réponse corrective apportée est l'un des aboutissements majeurs de cette action concertée. Le cadre de coopération pour la période 2002-2006 dans le domaine de la lutte contre le VIH/sida sera axé sur l'assistance technique à apporter pour : a) mettre en oeuvre les activités de projet de la deuxième phase du Fonds consistant, notamment, à faire le bilan de la législation existante, appuyer la lutte contre la discrimination et la stigmatisation, et encourager la participation des personnes qui vivent avec le VIH/sida

aux politiques nationales de lutte contre ce fléau; b) mettre au point un plan stratégique national plurisectoriel pour la prévention du VIH/sida et l'atténuation de ses effets, puis mettre en oeuvre ce plan et aider à mobiliser les ressources correspondantes. En outre, le PNUD, ONUSIDA et les Volontaires des Nations Unies continueront, en coopération avec le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/sida, à soutenir l'initiative visant une plus grande participation des personnes qui vivent avec le VIH/sida. Les résultats de cette action sont décisifs pour que cesse la propagation du fléau au Suriname, où le sida constitue déjà la deuxième cause de mortalité dans la tranche la plus active de la population (15 à 44 ans), parmi laquelle la proportion de femmes est démesurément élevée.

#### **IV. Gestion, suivi et évaluation du programme**

30. Le Gouvernement surinamais et le bureau de pays du PNUD assureront ensemble le suivi de la mise en oeuvre du deuxième cadre de coopération avec pour objectif premier d'évaluer l'efficacité de l'assistance offerte au pays par le PNUD. À cette fin, le PNUD élaborera des rapports annuels axés sur les résultats et procédera, en collaboration avec les principaux partenaires et conformément aux objectifs fixés dans le cadre de résultats stratégiques du PNUD, à des examens annuels des programmes et projets ainsi qu'à une évaluation au moins des résultats au cours de la période 2002-2006. Ce suivi sera étroitement associé à celui du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement afin que les ressources humaines et logistiques soient utilisées au mieux. Le bureau de pays aura en charge le contrôle et la coordination au jour le jour de la mise en oeuvre du cadre de coopération, en consultation avec son principal partenaire national, qui est le Ministère de la planification et de la coopération pour le développement, et avec les différents organismes de mise en oeuvre et le Ministère des affaires étrangères.

31. L'exécution nationale demeurera, comme par le passé, le mode privilégié de mise en oeuvre du programme. À cette fin, le PNUD continuera de dispenser la formation requise. On continuera de procéder à des examens et contrôles des projets tout au long de la mise en oeuvre du programme. De plus, le bureau de pays, récemment réorganisé, sollicitera des

conseils techniques du système mondial SURF et des bases de connaissances du Bureau des politiques de développement afin de garantir que les avis fournis au Gouvernement soient de haute qualité.

32. Les domaines d'action du présent cadre de coopération requerront d'importantes ressources, supérieures aux simples ressources de base mises à disposition par le PNUD, et leur mise en oeuvre cohérente et durable nécessitera l'établissement de partenariats. Les stratégies correspondantes, qui ont été décrites pour chacun desdits domaines, permettront également de bien orienter les efforts déployés pour mobiliser les ressources. Le Gouvernement surinamais, en particulier, s'efforcera aux côtés du PNUD de mobiliser de nouvelles ressources auprès des donateurs bilatéraux habituels, des institutions financières internationales et de tirer parti de diverses possibilités (PNUD, organismes des Nations Unies et donateurs) en vue de la mise en oeuvre des programmes prévus dans le cadre de coopération.



## Annexe

## Objectifs de mobilisation des ressources pour le Suriname (2002-2006)

<i>Source</i>	<i>Montant (en milliers de dollars des États-Unis)</i>	<i>Observations</i>
<b>Ressources de base du PNUD</b>		
Montant estimatif du report	876	Report des MCARB 1.1.1, des MCARB 1.1.2 et des allocations antérieures au titre des SAO.
MCARB 1.1.1	323	Montant affecté immédiatement au pays.
MCARB 1.1.2	0 à 66,7 % du MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée aux fins de planification initiale seulement. L'affectation effective dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité des ressources.
AEPP/AST	14	
<b>Total partiel</b>	<b>1 213<sup>a</sup></b>	
<b>Ressources autres que les ressources de base du PNUD</b>		
Participation aux coûts du Gouvernement	8 600	
Participation aux coûts de tierces parties	6 700	
Fonds, fonds d'affectation spéciale et autres fonds	4 850	dont :
FEM	4 500	
Action 21	200	
ONUSIDA/Fonds d'accélération du Programme	150	
<b>Total partiel</b>	<b>20 150</b>	
<b>Total général</b>	<b>21 363<sup>a</sup></b>	

*Abréviations* : AEPP = appui à l'élaboration des politiques et des programmes; AST = appui aux services techniques; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; MCARB = montants cibles pour l'allocation de ressources de base; SAO = services d'appui administratif et opérationnel.

<sup>a</sup> Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.